

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

*Y. def*

PREFECTURE DE LA REGION MIDI-PYRENEES

A R R E T E

DIRECTION REGIONALE  
DES AFFAIRES CULTURELLES  
-----

portant inscription du château de  
NEGPELISSE (Tarn et Garonne) sur  
l'inventaire supplémentaire des  
monuments historiques

**Le Préfet de la région Midi-Pyrénées, Préfet de la Haute-Garonne,**

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région ;

VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

VU le décret n° 88.823 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région de Midi-Pyrénées entendue, en sa séance du 30 janvier 1989 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier :

CONSIDERANT que le château de NEGPELISSE (Tarn et Garonne) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation parce qu'il est une construction royale du XIII<sup>e</sup> siècle au même titre que les châteaux de Najac et de Penne, symbole de l'implantation royale dans la vallée de l'Aveyron ;

A R R E T E

Article 1er - Est inscrit parmi les monuments historiques, en totalité y compris son emprise au sol, le château de NEGPELISSE (Tarn et Garonne) situé sur la parcelle n° 1221 d'une contenance de 24 a figurant au cadastre section G et appartenant à la commune depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

.../...

.../...

Article 2 - Le présent arrêté, dont une ampliation sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département du Tarn et Garonne.

Article 3 - Il sera notifié au Préfet du département, au Maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Toulouse, le **26 JUIN 1989**

Pour le Préfet de Région  
Le Secrétaire Général pour  
les Affaires Régionales  
de Midi-Pyrénées

W

**Jean-François CORDET**